

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Nos vœux pour 1979

LE bilan de l'année 1978 est bien lourd pour les travailleurs. C'est une année d'offensive patronale et gouvernementale sans précédent qui se solde par un chômage très important, alimenté par d'incessantes vagues de licenciements et par une dégradation accélérée du pouvoir d'achat : hausse des prix et grignotage des avantages sociaux acquis dans le passé par les travailleurs en sont les moteurs principaux.

Il n'y a rien de mieux à attendre du gouvernement Giscard-Barre qui continuera en 1979 à multiplier les mesures pour faire payer la crise aux travailleurs, restructurer l'économie autour de quelques monopoles dont les profits, eux, continueront à s'accroître. N'est-ce pas d'ailleurs par là que ce gouvernement a commencé l'année 1979 : en annonçant un train de hausses ?

Mais 1978, c'est aussi l'année de quelques vérités mises à nu, quelques promesses qui n'ont pas résisté à l'épreuve des faits. L'Union de la gauche, la voie promise et tant vantée du changement par les élections, n'a apporté aux travailleurs que le retard dans la riposte et la contre-offensive nécessaires face à l'offensive des patrons. C'est aussi en tenant compte de cela et conscients de la nécessité de combattre le système capitaliste, source de tant de maux, que les adhérents de la CGT, ont exigé avec force, au 40e congrès de ce syndicat, d'être maîtres de leur destin, de leurs actes. La démocratie, pour décider, pour lutter, pour s'unir contre la classe bourgeoise, pour ne plus être la masse d'électeurs que se disputent les chefs de partis, candidats au gouvernement : telle fut la première forme de cette exigence. Les premiers pas franchis dans ce sens sont de meilleures conditions pour que les travailleurs s'unissent sur la base d'une ligne de lutte de classe.

Dans la bataille pour l'emploi, contre les licenciements, plus que jamais au centre des préoccupations de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, dans cette bataille qu'il est plus que jamais temps d'engager enfin fermement, notre Parti en ce début d'année jettera toutes ses forces, avec ceux de la sidérurgie ou de la navale, du textile ou du bâtiment, afin de s'opposer résolument à l'offensive anti-populaire, afin que les travailleurs retrouvent confiance dans leurs forces, dans la lutte, dans l'action pour gagner.

Nous publierons dans notre prochaine édition un appel de notre Comité central à s'engager à fond dans cette bataille.

Durant cette année 1979, notre parti et son organe central travailleront à unir la classe ouvrière sur une juste ligne de lutte de classe. Pour que tous les travailleurs, hors de l'impasse des promesses et illusions électorales, remportent des succès dans leurs luttes quotidiennes pour l'emploi, pour de meilleures conditions d'existence, et au-delà pour changer de régime, pour en finir avec le système capitaliste.

Notre peuple trouvera en même temps le chemin d'une étroite unité avec les autres peuples d'Europe confrontés à de semblables situations, avec tous les peuples du monde en lutte pour leur liberté, leur indépendance, leur bien-être, hors du contrôle ou des tentatives de contrôle de l'impérialisme et de l'hégémonisme.

Contre les guerres que fomentent les grands, contre la guerre, que cette année 1979 soit aussi celle de l'unité. Que notre peuple s'unisse dans la lutte contre la bourgeoisie capitaliste et les superpuissances.

Jean QUERCY et Gilles CARPENTIER

Offensive générale vietnamienne contre le Kampuchea (Cambodge)

PREMIER janvier, une heure du matin : les troupes vietnamiennes pénètrent largement en territoire cambodgien.

Jusqu'où le Vietnam ira-t-il pour défendre son indépendance soi-disant menacée ?

Il faut dénoncer cette nouvelle escalade de l'agression vietnamienne soutenue par l'URSS contre le Kampuchea démocratique.

Il faut soutenir la juste lutte de ce petit pays contre l'agresseur, pour son indépendance et sa liberté.

(Voir article page 3)



Des soldats vietnamiens en route pour le front.

Renouvellement des certificats de résidence

Le recul, d'un an, de Stoléro

LES certificats de résidence de 350 000 travailleurs immigrés seront prolongés d'un an. C'est ce que vient d'annoncer Stoléro le 30 décembre à *France Inter*. En réalité, cette décision ne constitue que le report d'un an des mesures de refoulement prévues par le pouvoir. Le gouvernement a vu annulés par le Conseil d'Etat les décrets et circulaires qui constituent les mesures Stoléro. Il doit désormais attendre la session de printemps (mars) de l'Assemblée nationale pour faire pas-

ser les mesures sous forme de lois et pour pouvoir légalement refuser le renouvellement des certificats de résidence. Telle est sans doute l'une des raisons importantes de ce report d'un an. Une autre raison importante est que Stoléro sait que dans la situation actuelle le refus du renouvellement des certificats susciterait une vigoureuse riposte de la part des travailleurs immigrés soutenus par de nombreux travailleurs français.

Tout ceci n'empêche pas que dans certaines villes d'ores et déjà des certificats ne

sont pas renouvelés sous le moindre petit prétexte ou alors ils sont renouvelés jusqu'au mois de mars, date à laquelle le gouvernement espère pouvoir faire passer des lois reprenant les mesures Stoléro.

Ce report d'un an est donc un recul auquel a été contraint le gouvernement. Nul doute que la lutte des résidents des foyers Sonacotra y est pour quelque chose. Désormais, grâce à leur action, le pouvoir ne peut plus violer impunément les droits des travailleurs immigrés. L'année 1979, comme celles qui suivront,

verra des attaques de grande envergure contre les travailleurs immigrés. Plus que jamais, la solidarité avec les travailleurs immigrés s'impose.

Henri MAZEREAU.

Rétrospective de l'année 78 pages 5 et 6



Les Algériens se dirigent vers le Palais du peuple pour rendre un dernier hommage à Houari Boumediène.

Boumediène un grand patriote algérien

L'AMPLEUR extraordinaire des manifestations qui ont accompagné les obsèques du président Houari Boumediène ont suffisamment prouvé que, malgré une situation sociale et économique assez difficile, le peuple et la jeunesse algérienne — 60 % des Algériens ont moins de 20 ans — se reconnaissent dans la politique du président. Pendant treize ans, cette politique a essentiellement consisté dans la sauvegarde de l'indépendance du pays et en un développement de l'économie nationale de manière indépendante.

Fils d'une famille de paysans pauvres, Houari Boumediène est né en 1925 à Guelina dans le département de Bône. Il fait des études d'arabe littéraire à Tunis, puis à l'université d'Egazhar du Caire. C'est au Caire que, devenu instituteur, il rejoint, au début de l'insur-

rection, Ben Bella et le Front de libération national algérien.

En 1955, il débarque clandestinement sur une plage d'Oranie avec un commando venu du Maroc. Il n'est encore qu'un simple militant du FLN. Mais deux ans plus tard, il est nommé à la tête de la 5e Wilaya

(Oranie) à la place de Boussouf. Il est ensuite appelé par celui-ci à l'état-major de l'armée de libération nationale à Tunis. Il en deviendra le chef en 1960. Pendant la négociation des accords d'Évian, il s'oppose aux membres du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) qu'il ne juge pas suffisamment fermes dans les négociations avec la France. Il entre ainsi directement dans la vie politique algérienne. Il est destitué le 2 juillet 1962 ainsi que ses deux adjoints. En fait, ce qui lui est reproché, c'est l'intense activité politique qui se mène autour de lui. On y étudie en particulier beaucoup Mao mais aussi Guevara et l'Islam. Il ne cessera plus, en fait,

d'avoir un rôle prépondérant dans la vie politique algérienne. Le 9 septembre 1962, c'est lui qui commande l'ALN lorsqu'elle entre victorieuse dans Alger.

Le 17 mai 1962, il est nommé par Ben Bella, premier vice-président du Conseil et ministre de la Défense. Le 19 juin 1965 marque un tournant. S'appuyant sur l'armée, Boumediène à la tête du Conseil de la Révolution, démet Ben Bella. Celui-ci vit depuis en résidence surveillée en Algérie, Boumediène s'étant opposé, lors du coup d'Etat, à ce qu'il soit exécuté.

Depuis lors, le destin de Boumediène se confond avec celui de l'Algérie qu'il ne cessera de diriger jusqu'à sa mort.

Serge FOREST

un dirigeant du tiers-monde

Le 19 juin 1965, le jour où Boumediène prend le pouvoir à Alger, une seconde conférence afro-asiatique est prévue pour les jours suivants dans cette même ville. Pas plus qu'à Bandoung, l'URSS n'est invitée et elle fait tout pour que cette conférence n'ait pas lieu et qu'elle soit reportée au printemps suivant, mais à la Havane et en sa présence.

Un des premiers gestes de Boumediène, chef d'Etat, est de faire savoir qu'il maintient l'organisation de la conférence. Celle-ci se heurte cependant à plusieurs obstacles : l'URSS et les pays de l'Est, pour les raisons citées, agissent en sous-main, mettant en particulier à profit le changement de pouvoir en Algérie. Moscou reste officiellement muet sur le problème mais le journal du parti hongrois, *Magyar Nemzet*, organise une campagne qui accuse Boumediène d'être manipulé par les impérialistes et les sociétés pétrolières. Le PCF reprend d'ailleurs cette campagne à son compte (Voir encadré).

La Grande-Bretagne,

pour sa part et pour des raisons tout à fait compréhensibles d'impérialisme, voit d'un très mauvais œil l'émergence de cette force afro-asiatique dont font partie plusieurs de ses anciennes colonies appartenant au Commonwealth. Elle va faire pression sur eux pour qu'ils prétextent eux aussi des « raisons diplomatiques » liées à la chute de Ben Bella pour faire annuler la conférence. En fait, cinq pays seulement reconnaissent alors le nouveau gouvernement algérien : la Chine tout d'abord qui apporte aussitôt son « soutien total et inconditionnel » à la révolution algérienne et au Conseil national de la Révolution, la Syrie, l'Éthiopie, l'Indonésie et le Sud-Vietnam d'autre part.

Finalement, la conférence de 1965 doit être annulée. Cela n'empêche pourtant pas l'Algérie de militer activement pour le tiers-mondisme. Faisant partie des pays à l'initiative de la création du mouvement des non-alignés, l'Algérie accueille la conférence des chefs d'Etat de ces pays en 1974. Parallèlement à cette action politique internationale, au

niveau intérieur Boumediène met en œuvre une politique d'indépendance tant au niveau militaire (en faisant évacuer les deux dernières bases françaises) qu'au niveau économique en faisant prendre au pays une participation majoritaire dans toutes les grosses sociétés étrangères.

Néanmoins, tout en se développant et en ayant fait bien du chemin, l'Algérie n'est pas un pays socialiste. Aussi l'amélioration des conditions de vie du peuple restent-elles limitées dans une situation où la classe ouvrière et la paysannerie pauvre n'ont pas une position dominante. C'est aussi la direction de la Révolu-

tion algérienne par la bourgeoisie nationale qui explique les fluctuations en matière de politique internationale. La ligne de non-alignement n'a pas été en effet sans se heurter aux manœuvres et aux pressions de l'URSS notamment, qui s'est efforcée de détourner la politique anti-impérialiste de Boumediène pour la mettre au service de sa rivalité avec les USA. Cela a été le mérite de Boumediène de ne pas accepter la soumission à l'URSS comme l'a encore illustré peu avant sa mort sa déclaration au gouvernement français affirmant son désir d'une coopération plus étroite entre l'Algérie et la France.

Extrait de l'éditorial signé René Andrieu de *l'Humanité* du 23 juin 1965 quatre jours après l'arrivée au pouvoir de Boumediène sous le titre :

Le coup de Boumediène est un coup anticommuniste

« Une série de faits tendent à prouver que l'entreprise en cours vise à remettre en cause l'orientation politique du jeune Etat algérien (...) Quant à la population algérienne, il ne fait pas de doute que dans sa grande majorité, elle a accueilli le putsch avec surprise et consternation ».

Des principes d'indépendance et de coopération

Le 21 juin 1965, deux jours après la prise du pouvoir par le conseil de la révolution et par Boumediène, Boutéflika fait une déclaration de politique étrangère précisant les options du nouveau gouvernement :

« La politique étrangère de l'Algérie repose sur les principes énoncés dans le programme de Tripoli et réaffirmés par la charte d'Alger, traduisant les options fondamentales du FLN. Dictée par la condition objective qui exige une politique d'indépendance nationale, elle s'inscrit dans une perspective de non-alignement et d'amitié avec tous les pays, notamment avec ceux qui sont déjà nos partenaires. Elle vise à promouvoir une coopération sincère et fructueuse avec tous les autres peuples dans le respect mutuel des souverainetés. L'Algérie soutient sans réserve les aspirations des peuples à la liberté, à la justice et au bien-être et donne tout son appui aux luttes qu'ils mènent pour l'indépendance de leur pays. (...) »

La politique de coopération dans laquelle se sont engagées la France et l'Algérie constitue une expérience originale et exaltante qui repose sur la volonté commune de ces pays de servir les intérêts de leur peuple tout en respectant leur originalité et leur indépendance. C'est par un dialogue constant, loyal et franc que cette politique se poursuivra et se développera de la manière la plus

heureuse et la plus harmonieuse ».

Dans ce texte, Boutéflika énonce les principes qui, pendant treize ans guideront la ligne générale du gouvernement algérien en matière de politique étrangère, non-alignement — c'est-à-dire refus d'aligner la politique algérienne sur celle de l'un ou l'autre des deux super-grands — et soutien aux mouvements de libération nationale.

Dans la deuxième partie de cette déclaration sont évoquées les relations entre l'Algérie et l'ancienne puissance coloniale. Vis-à-vis de ces relations, il est important de noter qu'à aucun moment l'Algérie ne fermera la porte, le dernier message de Boumediène à Giscard, quelques jours avant sa mort, en témoigne. Leur mauvais état est essentiellement le fait du gouvernement français et surtout de sa manière de considérer les 800 000 immigrés algériens en France. Sur ce point, le gouvernement algérien fera toujours preuve d'une certaine fermeté, allant jusqu'à interrompre lui-même l'émigration vers la France en 1973, à la suite de plusieurs attentats racistes. La bourgeoisie française fait aujourd'hui grand bruit autour de son désir d'établir de bonnes relations avec l'Algérie. Quel que soit le nouveau gouvernement qui va diriger l'Algérie, il est bien évident que le rétablissement de ces bonnes relations ne pourra passer que par une modification radicale de l'attitude du gouvernement français envers les immigrés.

Appel à la solidarité

Front populaire de libération de l'Érythrée

La guerre fait rage en Érythrée. Depuis le 18 novembre, 13 000 Érythréens ont été tués ou gravement blessés et plus de 100 000 fuyant des déluges de feu se cachent dans la montagne. 176 villages ont été totalement ou partiellement détruits, de vastes zones cultivées brûlées et le bétail décimé.

Aujourd'hui, un demi million d'Érythréens sont devenus des réfugiés dans leur propre pays. Manquant d'abris, de nourriture et de soins, ils sont en danger de mort. 300 000 autres survivent à la tragédie d'un exode interminable au Soudan.

120 000 soldats éthiopiens, dotés d'armements les plus sophistiqués et dirigés par des centaines d'officiers supérieurs soviétiques dont 13 généraux, tentent depuis un mois d'écraser notre peuple et sa révolution. Le FPLE reste intact et sa volonté de résister et de vaincre ne fléchira jamais face à l'agression de la Sainte Alliance.

Pour que les enfants érythréens aient d'autres « cadeaux » que le napalm pour Noël, nous en appelons à tous ceux qui sont épris de liberté, de justice et de paix à manifester leur solidarité avec notre peuple en ce moment crucial de son histoire.

20 000 tonnes de vivres et de lait en poudre, des médicaments, des vêtements, des tentes et des couvertures sont d'une urgence immédiate.

Paris, le 21 décembre 1978
Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE)
50, rue du Faubourg St-Antoine - Paris 12e - CCF
No 091 540 9780

Offensive générale vietnamienne contre le Kampuchea (Cambodge)



Des soldats vietnamiens à la frontière vietnamo-cambodgienne.

A PRES plusieurs mois de préparatifs militaires et d'intense propagande pour faire croire à une rébellion « authentiquement » cambodgienne à l'intérieur du Kampuchea démocratique, les dirigeants vietnamiens ont finalement lancé une offensive générale contre le petit pays indépendant, le 1er janvier 1979 à une heure du matin.

Arrivant par le Nord, en provenance du Laos, par l'Est et le Nord-Est, les troupes vietnamiennes progressent vers l'intérieur du pays. Radio-Hanoï s'est même vantée de la prise de la ville de Kratié, prise attribuée au soi-disant « Front uni de salut national du Kampu-

chea » qui, curieusement, opère toujours aux mêmes endroits que l'armée vietnamienne et émet depuis une station-radio située au Vietnam. L'annonce de la prise de Kratié a été faite simultanément par Radio-Hanoï et l'agence de presse du FUNSK. Tout cela en dit

long sur la pseudo-indépendance de ce front qui n'est en réalité qu'un instrument derrière lequel Hanoï dissimule son agression contre le Kampuchea.

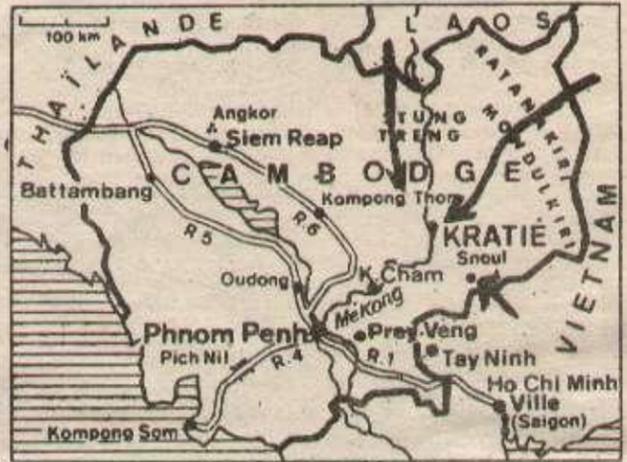
La ville de Kratié, important port fluvial sur le Mékong, est un nœud de communication stratégique reliant l'est du pays aux autres provinces, et en particulier à la capitale Phnom-Penh. Il ne faudrait pas s'étonner si le Vietnam choisissait d'y établir rapidement un gouvernement à sa solde. Mais, pour le moment, le FUNSK n'a été reconnu que par un nombre très limité de pays : il s'agit de l'URSS et d'un certain nombre de pays de l'Est. Il faut ajouter que ni la Roumanie ni la Yougoslavie ni la Corée du Nord ne lui ont accordé le moindre soutien ; au contraire, leurs sympathies iraient plutôt, de manière voilée, mais suffisamment explicite, à la cause du Kampuchea qui lutte pour sauvegarder son indépendance. La position de ces trois pays est très intéressante pour plusieurs raisons : elle montre d'abord qu'aucun des trois pays n'est dupe de ce qui se passe sur place et surtout du rôle joué par l'URSS dans le conflit. Ensuite, venant de trois pays considérés par les militants du

PCF comme socialistes, cette position est d'autant plus susceptible d'être écoutée, sinon reprise.

Le courant anti-Prague qui s'est manifesté dans le PCF après l'invasion de la Tchécoslovaquie n'avait-il pas pu s'exprimer avec plus de force justement parce qu'un certain nombre de pays de l'Est (Roumanie, Yougoslavie) avaient joint leurs voix à la condamnation générale de l'agression ? Aujourd'hui aussi, il nous fait faire savoir que l'unanimité n'est pas de règle, loin de là, sur le conflit Vietnam-Kampuchea.

Par contre, le soutien sans réserve apporté par l'Humanité à la version vietnamienne des événements est inquiétante. Alors qu'en 1968, la direction du PCF avait finalement condamné l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes russes et du Pacte de Varsovie, dans le conflit actuel, l'organe central du PCF se met à la remorque de la politique extérieure d'intervention militaire de l'URSS. Car qui oserait soutenir que le Vietnam agit seul, alors qu'il est entré dans le Comecon et qu'il vient de signer un pacte militaire avec l'URSS ?

Mais, comme en 1968, les militants du PCF fini-



L'offensive vietnamienne.

ront bien par voir où est la vérité. C'est d'ailleurs cette cause de la vérité que veut servir le comité d'initiative pour la création d'une association d'amitié France-Kampuchea qui vient de se constituer à Paris.

Selon un communiqué, « cette association sera ouverte à tous ceux qui désirent s'informer de la situation réelle au Kampuchea.

(...) » Elle « affirme son attachement à la sauvegarde de l'indépendance nationale et à l'intégrité territoriale du Kampuchea démocratique ».

Claude LIRIA

Note : Sur les raisons politiques de fond qui expliquent l'agression vietnamienne, lire l'article de Camille Granot dans Proletariat No 18.

Rennes

Mouvement de grève chez les éboueurs

LES éboueurs ont décidé la grève à partir du vendredi 22 décembre. Le revendications portent sur les salaires et aussi sur les conditions de travail : cinq jours de travail avec un roulement permettant le ramassage des ordures du lundi au samedi. La grève dirigée par la section CGT est suivie à 90 %. Une bonne demi-douzaine d'entrevues ont eu lieu avec la direction de la Metra, la société qui assure par contrat avec la ville de Rennes le ramassage des ordures. Il n'en est pratiquement rien sorti. La direction parle avec mépris de « poussée d'urticaire ». Elle a cependant été obligée d'accepter le principe d'une prime de vacances qui était prévue par la convention collective et qui n'était pas appliquée.

Ces travailleurs de la Metra se sont rendus en délégation à la mairie mercredi 27 décembre. Mais la municipalité qui n'exclut pas dans un an de reprendre en régie directe le service de ramassage des ordures s'est montrée très prudente. Elle se défend d'intervenir dans un conflit « privé » et se contente de souhaiter une issue positive à ce conflit...

Après avoir manifesté à la préfecture le jeudi 28, les éboueurs ont décidé en assemblée générale de reprendre le travail vendredi et samedi dans le souci de réduire la gêne de la population. Mais la grève reprendra dès le mardi 2 janvier si la direction ne change pas de position.

Aux dernières nouvelles, la direction est prête à envisager la semaine de cinq jours à partir du 1er juillet. Mais sur les salaires, elle ne veut toujours rien entendre.

Correspondant Rennes.

A la mémoire d'André Cuisinier

IL Y A trois ans, le 24 décembre 1975, notre camarade André Cuisinier trouvait la mort dans un accident de la route. André avait milité au sein de l'Union des Jeunes Communistes (marxistes-léninistes). En 1968, il rejoignait le Parti communiste marxiste léniniste de France. Il était un collaborateur dévoué de son Comité central. Il avait mis sa vie au service de son idéal de communiste, au service du peuple. Pour tous ceux qui l'ont connu, André constitue un exemple. Sa lutte, son idéal se perpétuent aujourd'hui à travers la lutte et l'idéal de milliers de ses camarades. Aujourd'hui, André est vivant car ce combat qui faisait le sens de sa vie est vivant.

Notre journal adresse à ses parents, à sa femme, la camarade Camille Granot, à sa petite fille, le témoignage de son souvenir et de sa sympathie à l'occasion du troisième anniversaire de la disparition de notre camarade.

Importante marée noire en Espagne

QUELQUES mois après le naufrage de l'Amoco Cadiz un autre pétrolier géant, l'Andros

Patria, est en train de déverser ses 200 000 tonnes de pétrole dans la mer. Cela se passe en Espagne au large de la Galice non loin des côtes françaises. C'est à la suite d'un incendie que le drame aurait éclaté dans ce navire en provenance du golfe Persique et qui se rendait à Rotterdam aux Pays-Bas. Après le déclenchement de l'incendie, l'équipage dut

évacuer le navire, mais 26 marins sont portés disparus. D'autre part, le pétrole qui contient ce bateau s'échappe dans l'Océan par une déchirure de la coque.

L'impréparation des autorités espagnoles (qui semble aussi grave que celle de la France) pour enrayer la marée noire s'ajoute aux difficultés dues à la tempête. Celle-ci sévit depuis plusieurs jours dans ces régions de l'Océan. Bien qu'un navire essaye de pomper le pétrole qui s'échappe du navire, c'est une nouvelle gi-

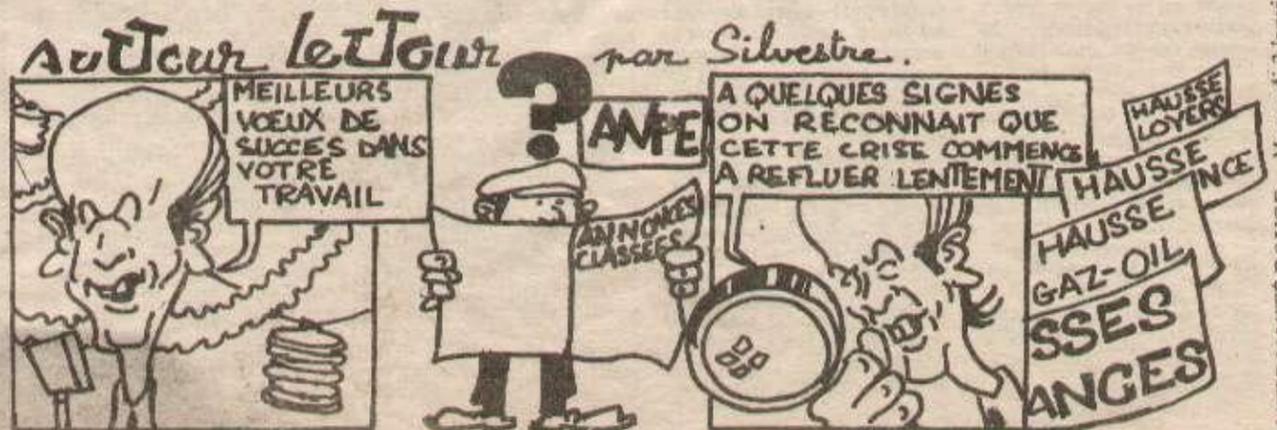
gantesque marée noire qui est en train de se produire à l'ouest de l'Espagne. Pourtant, plusieurs accidents avaient déjà eu lieu auparavant dans cette région. En mai 1975, un pétrolier, l'Urquiola, déversait dans l'Océan 100 000 tonnes de pétrole au large de la Corogne.

En 1973, un autre pétrolier prenait feu à l'entrée de ce même port. La côte est connue pour sa difficulté de navigation. Il semble que malgré tout ceci, rien de sérieux n'ait été fait

pour diminuer les risques de marée noire.

Cette nouvelle marée noire pourrait avoir des conséquences très graves pour l'Espagne. La Galice est une région de pêche à la sardine, au thon, aux crustacés, une région d'élevage d'huîtres et de moules. Elle assure le tiers de la pêche espagnole. Une nouvelle marée noire venant après celle de 1975 risque fortement de compromettre le travail et le revenu de milliers de travailleurs espagnols.

HM



Pour les 20 millions !

Il faut rapidement faire parvenir les sommes recueillies. Dans la diffusion du journal et dans la souscription, qui vont souvent de pair, il faut être à l'offensive et avoir confiance dans les travailleurs. Les lettres que nous publions en témoignent.

Nous avons diffusé le Numéro 1 000 du quotidien sur un marché de la ville. Les militants du PCF vendaient également l'Humanité-dimanche sur la question du Vietnam et sur le même marché.

Il se présentait donc là une occasion de discussion et d'échange de points de vue avec ces militants du PCF.

(...) J'ai donc abordé les diffuseurs dans un esprit de dialogue. Le thème de leur journal sert d'introduction à la discussion. Je leur demande d'expliquer et de préciser leur position sur les événements du Vietnam.

Les diffuseurs, certainement de bonne foi et ayant confiance dans le contenu de l'information de leur journal et de leur parti, expliquent : « Le Vietnam est agressé, le Cambodge fait de la provocation, donc le Vietnam doit se défendre et par derrière, il y a la Chine agressive, qui pousse au conflit ». J'ai essayé d'expliquer que cela n'était pas conforme aux faits, que la réalité, c'est exactement l'inverse. Le Cambodge est l'agressé et non l'agresseur, en témoignent le déroulement des combats sur le territoire du Cambodge, les armes vietnamiennes et soviétiques récupérées sur le sol cambodgien... et que nous pensions, nous, que le Vietnam agissait ainsi, pour une part sous la pression de l'Union soviétique.

Une autre diffuseuse explique que son frère revient du Vietnam. Elle a donc un témoignage direct sur ce qui se passe à propos du départ des Chinois résidant au Vietnam. Elle dit : « On (la Chine) a fait

courir des bruits et des ragots sur une opération de répression contre les Chinois résidant au Vietnam. Ces derniers, pour prévenir la répression, ont fui le pays et la Chine, une nouvelle fois, provoque des incidents de frontière au moment où ils cherchent à rentrer en Chine ».

La discussion est difficile. Nous partons d'options radicalement différentes. Qu'est-ce qui fait obstacle à une compréhension de nos explications et arguments ? Deux choses en particulier, je pense :

1) Beaucoup de militants, de gens progressistes ont très présent à l'esprit la lutte héroïque du peuple vietnamien, ayant mis en déroute l'impérialisme américain. On en reste à ce stade.

2) La nature de l'Union soviétique. Pour les militants du PCF, même si leurs positions sont ébranlées, l'Union soviétique est et reste encore un pays socialiste. Le jour où cette logique sera cassée, les choses avanceront rapidement.

Il faut souligner encore l'arrivée d'un autre militant, sans doute, cadre du PCF qui prend le relais de la discussion et explique la position de son parti. Pour lui, la droite actuellement fait la censure absolue sur les événements du Vietnam. C'est pourquoi, il est fondamental de mener une campagne de grande envergure pour briser le mur du silence imposé par la droite et les moyens d'information, dit-il.

En m'appuyant sur les faits parus dans notre journal récemment, j'ai essayé de lui rappeler le soutien

« modéré et ambigu » du PCF à la lutte du peuple vietnamien. Informations et fait ont été réfutés.

Nous avons proposé le Numéro 1 000 à ce militant. Nous lui avons parlé de l'interview du camarade Jurquet. Le témoignage des camarades ayant milité dans les rangs du PCF a certainement beaucoup de poids et d'influence auprès des militants sincères encore dans les rangs du PCF. Je m'en suis d'ailleurs rendu compte au cours de cette discussion, lorsque l'un de nos camarades, ancien militant du PCF et connu comme tel, est venu se joindre à notre discussion. Le ton a changé, il était encore plus fraternel. Mais, fait significatif, ce militant du PCF, sans difficulté a acheté ce numéro 1 000, avouant d'ailleurs qu'il achète notre quotidien de temps en temps.

Ce militant du PCF nous dit encore avoir connu un militant de notre parti, par l'intermédiaire de la CGT et de l'action syndicale. Il nous a fait même beaucoup d'éloges. C'était un militant syndical combatif, avec qui il existait une fraternité ouvrière, une fraternité de classe, dit-il.

Au cours de la discussion, ce militant du PCF déplore aussi le manque de formation politique des militants du PCF à la base. Un million d'adhérents, ça ne signifie rien, si la base en grande partie est inculte, dit-il.

Evidemment, ce militant a beaucoup d'idées fauses, sur la Chine par exemple, il parle de « pseudo-révolution culturelle » - c'est un pays un régime non-démocratique ; preuve en est, le

temps écoulé entre le 8e et le 9e Congrès du Parti communiste chinois ».

Même chose sur le Cambodge, « le peuple vit sous le régime de la terreur, il marche et travaille sous la contrainte ; il y a donc dans ces conditions, une opposition interne et c'est celle-ci que le Vietnam soutient ».

Ce militant du PCF admet très volontiers certains de nos points de vue sur son parti (la démocratie, l'alignement sur les positions de l'Union soviétique sur les questions internationales). Il avance aussi que la bourgeoisie existe dans un parti, mais évidemment, il ne dit pas que c'est une ligne bourgeoise qui dirige son parti. Il pense encore que son parti va se transformer de l'intérieur.

Voilà un petit témoignage. En lui-même, il n'a pas beaucoup d'importance.

Le contenu de notre petite discussion montre l'ampleur de notre tâche politique, sur les questions internationales pas seulement celles-là, mais aussi la complexité de cette tâche, rendue encore plus complexe par les positions de classe que le PCF vulgarise et diffuse dans la classe ouvrière. En discutant chaque fois que cela est possible, avec les militants du PCF ou même avec d'autres organisations dites « de gauche », nous nous affrontons à nos propres insuffisances pour expliquer, convaincre, mais nous affinons aussi nos armes et nous nous préparons à des batailles bien plus décisives.

Une lectrice de Nantes

Voilà le bilan extrêmement encourageant. Il nous prouve avec force que une grande partie des travailleurs cherche une autre voie que celle de l'Union de la gau-

che. A nous d'être offensifs, de faire largement connaître la ligne de notre Parti et son journal.

Les camarades d'Audincourt

Chers camarades,

VOUS trouverez ci-joint un chèque de 1 000 F que nous avons la joie de vous envoyer pour la souscription à l'Humanité rouge. Cette somme, nous l'avons obtenue en organisant dans le Perche un chantier de gué. En effet, depuis longtemps dans la région, des organisations de jeunes, des associations sportives, la CFDT de Mortagne se finançaient en partie en coupant du gué et en vendant les bouquets. Nous avons pensé que cette année il serait intéressant d'organiser avec des sympathisants un chantier de gué pour financer notre journal. Nous avons donc, en se partageant le marché avec la CFDT, abattu du gué chez un paysan ouvrier durant une semaine et la récolte mise en bouquet et vendue nous a permis de réunir cette somme de 1 000 F, que nous vous envoyons pour que l'Humanité rouge vive.

Salutations communistes

Liste de souscription

TOTAL PRÉCÉDENT	74 534,50 F
Soutien à l'Humanité rouge - Terrasson	7 F
CP Eugène Varlin - Paris	5 965 F
Pour la naissance de Lucie	1 000 F
Stage moyen CGT - Paris	20 F
Cellule du PCML André Marty - Région parisienne	700 F
Cellule du PCML J. Hapiot - Région parisienne	100 F
Cellule du PCML Chou En-lai - région parisienne	1 300 F
Cellule du PCML P. Yveton - Région parisienne	32 F
Cellule du PCML P. Sémard - Région parisienne	310 F
Souscription Lorient	1 000 F
Cellule J. Maes - Nord	620 F
Un médecin communiste RV - Rennes	1 000 F
A un chantier du gué organisé en commun avec la CFDT - Orne	1 000 F
Souscription de la cellule du PCML - Metz	155 F
Souscription de masse - Metz	55,50 F
CP Colonel Fabien - Région parisienne	836 F
Un ouvrier de Caravelair - Rhone-Alpes	50 F
Vente d'objets sur le marché aux puces - St-Etienne	456 F
Un prof - Le Mans	10 F
Cellule du PCML - Besse/Braye	130 F
Cellule du PCML A. Marty - Région parisienne	160 F
Cellule du PCML Chou En-lai - Banlieue sud	300 F
CP Chateaubriand - Banlieue de Paris	3 570 F
Un camarade de l'Oise	60 F
Supplément à un calendrier - Oise	70 F
Une cellule du PCML - Oise	300 F
CP de Clermont	18 F
Supplément à réabonnement au quotidien et au bimensuel VG - Grenoble	350 F
Souscription Montpellier	220 F
Supplément à réabonnement au quotidien DY - Limoges	10 F
Une partie de la souscription Sud-Sarthe	1 300 F
BR - Nancy	200 F
DM - Nancy	50 F
Souscription à l'occasion du mariage d'un camarade - Arles	150 F
Souscription Aix-en-Provence	200 F
Souscription Martignes	1 124,50 F
Supplément à réabonnement au quotidien MM - St-Brieuc	32 F
Cellule du PCML G. Politzer - Vienne	600 F
HS - Gemenos	100 F
Supplément à réabonnement L. JC Pierin	120 F
Supplément à réabonnement LD Cachan	10 F
Supplément à réabonnement GP - Fameck	110 F
Supplément à réabonnement SAF - Reims	50 F
Supplément à réabonnement LCJ - Le Mans	20 F
Supplément à réabonnement J. P. - Rennes	650 F
Des sympathisants de la cellule du PCML P. Sémard Bordeaux	140 F
L'Humanité rouge vivra - Les communistes marxistes-léninistes de Dordogne	700 F
CP du PCML Vaillant-Couturier - Vannes	755 F
Des marxistes-léninistes - Vendée	1 000 F
Cellule Chou En-lai du PCML - Angers	1 900 F
Vente d'objets artisanaux chinois pour le No 1 000 - Région de Nantes	91,30 F
Cellule Camille Thébault (Capitaine FTP du PCF tué par les nazis en 1943) - Deux-Sèvres	300 F
MMLHLM - St-Brieuc	200 F
Supplément à calendrier et No 1 000 - Strasbourg	20 F
LCF - Roscoff	200 F
Supplément à réabonnement au quotidien DM - St-Brieuc	100 F
Supplément à réabonnement aux quotidiens l'Humanité rouge et Quotidien du peuple - Vannes	100 F
Supplément à réabonnement au bimensuel MCL - Le Mans	200 F
Supplément à réabonnement bimensuel FJL - Bouches-du-Rhône	12 F
Soutien au quotidien et souscription de masse au porte-à-porte et ventes diverses - Doubs	84 F
Cellule du PCML Mao Tsé-toung - Roubaix	250 F
Souscription cellule PCML - Nice	1 800 F
Pour un parti communiste marxiste-léniniste unique en 1979 JJ - Sarthe	30 F
Souscription librairie Paris	150 F
Souscription Épernay	17 F
Des camarades permanents - Paris	300 F
Anonyme - Paris	5 F
Supplément à vente de l'Humanité rouge No 1 000 JJ - Sarthe	11 F
Pour la révolution prolétarienne JJ - Sarthe	20 F
Soutien au quotidien MJN - Lorient	150 F
Supplément à réabonnement au quotidien CM - Rennes	25 F
Soutien à notre journal JG - Saintes	500 F
Supplément à réabonnement au quotidien DQJ - Rennes	420 F
Supplément à réabonnement à l'Humanité rouge et au Quotidien de peuple PMH - Marseille	500 F
Des camarades de Clermont-Ferrand	1 036 F
Un membre de la LCR - Clermont-Ferrand	4 F
CP Quimper	1 040 F
Supplément à réabonnement au quotidien CCH - Morlaix	150 F
Supplément à réabonnement au quotidien OS - Doubs	150 F
Supplément à réabonnement aux quotidiens et bimensuel VM - Vannes	82 F
Supplément à réabonnement au quotidien VCL - Lille	60 F
Supplément à réabonnement au quotidien MF - Reims	120 F
NOUVEAU TOTAL AU 28 DÉCEMBRE 1978	111 698,10 F

POUR la souscription et la vente de masse du No 1 000, nous avons fait pour la première fois du porte-à-porte dans notre tour HLM où nous habitons depuis cinq ans. Nous avons eu du mal à nous y mettre car nous n'avions pas le porte-à-porte, nous avions peur de déranger les gens après le travail. Nous avons quand même essayé. Pour préparer notre passage, nous avons mis un mot dans toutes les boîtes aux lettres expliquant pourquoi nous allions vendre les cartes chinoises et ce qu'était le journal que nous diffusions. Le résultat est fort encourageant : sur 48 familles, nous avons vendu 17 journaux, 22 cartes chinoises à trois francs, plus de nombreuses vieilles cartes que nous avons dû tirer de nos tiroirs personnels et que nous avons vendues pour une somme totale de 50 F. Une

infime minorité nous a fait mauvais accueil (2 sur 48, que nous ne connaissons pas d'ailleurs). L'écrasante majorité des locataires étaient contents de nous voir passer ; sept familles sont intéressées par notre journal et pour en discuter avec nous. Parmi elles : une permanente du PCF qui a donné 17 F pour soutenir l'Humanité rouge ; une ouvrière âgée, déléguée CGT jusqu'en 1976, qui a vécu les grèves de 1936. On va organiser avec elle une soirée sur 1936 dans le pays de Montbéliard chez Peugeot ; un jeune couple de délégués CGT chez Peugeot ; une femme de ménage, membre du PCF, dont le père était un vieux révolutionnaire italien. Elle aussi, dans la longue discussion que nous avons eue ensemble, nous a expliqué que la seule voie possible pour changer de société c'était la violence révolutionnaire, opinion qu'elle a toujours défendue.

L'année gouvernementale

Chômage et hausse des prix

ANNEE 1978, année des licenciements ! On peut estimer que 300 à 350 000 travailleurs ont été licenciés au cours de cette année. Sans conteste, 1978 aura été l'année du chômage. Rappelons que le nombre de chômeurs en décembre s'élevait à 1 800 000.

En janvier 1978, les dirigeants du patronat réclamaient à corps et à cri, au cours des assises du CNPF, la libération des prix. Une fois passées les élections avec le résultat que l'on sait, Giscard et Barre se sont empressés de les satisfaire. Du pain au loyer, en passant par bien d'autres produits de première nécessité, les prix ont donc été libérés. Le premier mai et le premier juillet : une augmentation de 10 % de l'électricité et du gaz, 8,7 % pour le charbon, 15 % le tabac, 15 % le tarif de la SNCF-voyageurs, 20 % les timbres-poste, 12,25 % le ticket de métro.

17 % ...Et ce n'est qu'un échantillon.

LE BLOCAGE DES SALAIRES

Pendant ce temps, les salaires étaient bloqués. A plusieurs reprises, Barre, l'exécutif des basses oeuvres de Giscard, sermonnait les patrons qui avaient « trop » augmenté les ouvriers. Hausse des prix, blocage des salaires, les capitalistes s'attaquent au pouvoir d'achat des travailleurs dans une offensive de grande envergure. Les chômeurs eux-mêmes sont les premiers touchés. Les 90 % pour les licenciements économiques étaient supprimés à la

fin de l'année, alors que de nouvelles vagues de licenciements étaient annoncées.

LE REFOULEMENT IMMIGRÉS

En janvier 1978, aux assises du CNPF, Ambroise Roux, PDG du trust CGE (Compagnie générale d'électricité) réclamait le refolement d'un million de travailleurs immigrés d'ici 1985.

Stoléru, le sous-ministre chargé de l'expulsion des immigrés, continuait à appliquer les mesures qui portent son nom. Devant l'échec du départ « volontaire » (le million au retour), il y a un an, Peyrefitte et Bonnet régularisaient et étendaient la détention arbitraire des immigrés, afin de faciliter leurs expulsions. Au début de l'été, Stoléru et la Sonacotra poursuivaient en justice des dizaines de résidents des foyers Sonacotra dans le but de casser leur grève. Ces procès non seulement n'aboutissaient pas pour la Sonacotra au résultat escompté — seuls les tribunaux de l'Est décidaient des expulsions — la majorité se refusant à le faire. Mais, de plus, ils renforçaient la solidarité des résidents. La lutte engagée contre eux permettait en outre des progrès de l'unité Français-immigrés.

Enfin, en décembre, le pouvoir s'en prenait aux droits sociaux. Il augmentait les cotisations de la Sécurité sociale pour les travailleurs et cadres. Cette mesure constituait en outre une nouvelle réduction du pouvoir d'achat des travailleurs.

Tels sont les grands faits de la politique d'austérité du pouvoir et des capitalistes pour 1978.

Avides de profits, plus que jamais les capitalistes se préparent à accentuer l'exploitation, l'oppression ou la ruine des travailleurs des villes et des campagnes. A nous d'organiser la riposte.

Des luttes parfois très longues et combattives mais trop d'échecs, pourquoi?



En mai 1978, à l'hôpital de la Colombières, à Montpellier. Les travailleurs de la Santé ont mené de longues luttes, mais en ordre dispersé (Photo HR).



Auxiliaires, vacataires sont en nombre aux PTT où le manque de personnel est flagrant. Voilà de quoi lutter et les postiers n'y manquent pas ! Mais ils ne veulent plus des journées d'action promenade et sans lendemain (Photo HR).



Aux presses, à Renault-Flins : la voie de la lutte (Photo HR).

Après l'échec de la gauche

Choisir la lutte

En septembre 1977, se tenait le sommet de la gauche. Pour de nombreux travailleurs, il devait préparer la victoire aux législatives de 1978. En réalité, il consacrait l'éclatement des partis signataires du Programme commun. Les élections de mars 1978 constituaient l'enterrement de l'Union de la gauche.

Avec la défaite électorale, s'obscurcissent bien des illusions chez les travailleurs. En effet, durant des années, les responsables des partis de gauche et au premier chef ceux du PCF ont entretenu l'idée dans la classe ouvrière en particulier, que l'accession de la gauche au pouvoir était la solution aux maux qui les assaillent quotidiennement : la vie chère, le chômage, les bas salaires, etc.

Mais précisément, au fur et à mesure que la bourgeoisie imposait aux travailleurs des sacrifices toujours plus lourds les partis de gauche étalèrent leurs divisions, démontrèrent dans les faits que l'Union de la gauche était un pacte électoraliste et hétéroclite, incapable de répondre aux besoins des travailleurs. Depuis longtemps, notre journal s'est efforcé de démystifier l'Union de la gauche et avait prévu son échec inévitable. Qu'a donc apporté la politique d'Union de la gauche ? Au lieu d'organiser la riposte ferme et construite sur l'unité à la base, contre la politique d'austérité du pouvoir et du patronat, les dirigeants des partis et syndicats de gauche ont subordonné les luttes aux échéances électorales. Pour eux, les grèves de vingt-quatre heures, voire les grèves plus dures et plus longues étaient bien plus un moyen de soutenir le Programme commun et d'accroître le nombre des voix de la gauche pour les futures élections, qu'un moyen de faire triompher les revendications immédiates.

Le résultat est que non seulement l'espoir de la gauche au pouvoir s'est effondré mais faute d'une riposte suffisante, les plans d'austérité ont pu passer sans coup férir. Les travailleurs ont donc perdu sur tous les plans.

L'échec de mars 1978 a suscité dans les partis de gauche des contestations et des remises en cause. La direction du PS est divisée. Rocard et Mitterrand se tirent dans les pattes. Fabre a fait sa valise et collabore avec Giscard. Quant à la direction du PCF, elle avoue malgré l'échec de sa stratégie qu'elle n'en a pas d'autre de rechange, proposant donc de continuer dans une voie vouée à l'échec.

A l'intérieur de ces partis et surtout à l'intérieur du PCF, de nombreux militants se posent désormais des questions. Par exemple dans le PCF, sur la démocratie, sur son soutien à l'URSS. Inévitablement, ces questions partielles et encore confuses amèneront ces militants à critiquer la stratégie de leur parti et à rejeter son soutien à l'URSS. Parmi d'autres, citons le témoignage d'un ouvrier de Peugeot qui écrit : « Si j'étais convaincu que les nationalisations n'apporteraient rien aux travailleurs, il me semblait que c'était là un coup porté au patronat. Mais les indemnités prévues, puis les concessions faites au PS sur le nombre d'entreprises nationalisées me firent douter de la volonté du PCF de nous mener vers un système socialiste ».

(Suite page 7)

L'ANNÉE 1978 a été marquée par de nombreuses luttes. Parmi les secteurs les plus agités, les PTT (grève de Créteil-CTA en février ayant entraîné un début de grève générale sur le problème des vacataires). Puis il y a eu les grèves des hôpitaux, celle de Renault celle des Arsenaux.

Tout l'été a été marqué par les grèves des aiguilleurs du ciel. Au printemps et en septembre, il y a eu les chantiers de réparation navale (Marseille, La Ciotat), etc.

Bref, les luttes il y en a eu et il y en aura encore. 1978 a été marquée par la division syndicale. CGT et CFTD se sont affrontées pour savoir qui était plus réformiste que l'autre, qui

était responsable de l'échec de l'Union de la gauche. Bref, des bagarres en arrière-fond des bagarres PC-PS.

Et quand la classe ouvrière est divisée par ceux qui prétendent la représenter, la bourgeoisie frappe à coups redoublés : on a eu droit au troisième plan-Barre, aux 20 000 licenciements dans la sidérurgie, à la liquidation de Boussac, aux dernières mesures sur la Sécurité sociale.

Un des traits marquants de la conséquence de la division de la classe ouvrière est une lente mais très sûre désyndicalisation, une démobilisation d'autant plus grande que le chômage s'accroît, que la crise s'approfondit.

Les diviseurs de la classe ouvrière peuvent être fiers d'eux. Ils sont récompensés

comme il se doit. Jamais, ils n'ont autant usé leurs fond de pantalon sur les chaises des ministères, usé leurs manches sur les tables de négociation patronales.

Et Barre récemment, s'est félicité de leur changement d'attitude « constructive » par rapport à celle de 1977.

Comme dit un vieux proverbe : « Dis-moi qui te flatte et je te dirai qui tu es ».

Mais nous ne devons pas nous laisser aller au découragement, à la division. Nous devons nous unir tous ensemble, quelle que soit notre centrale syndicale, avec tous ceux qui veulent effectivement combattre la politique de chômage et de misère de l'équipe au pouvoir.

Nous n'attendons pas 1981 ou 1983 pour engager le combat autour d'une urne où les résultats sont déjà connus.

A ce jeu-là, Giscard et Barre seront toujours gagnants. Mais si nous entamons résolument le combat anticapitaliste pour en finir avec ce système pourri et décadent qui jette les gens au chômage et pousse au suicide comme ce cadre de Vernouillet, alors nous pourrions marquer des points.

Mais 1979, ce sera aussi, nous l'espérons de tout notre cœur, un pas important dans la réalisation de l'unité des marxistes-léninistes, car cette unité sera un garant de l'unité de la classe ouvrière.

Une année d'offensive de l'URSS, mais aussi un niveau de conscience plus élevé des pays et des peuples contre la guerre

L'ANNEE écoulée aura de nouveau montré la vérité de cette analyse : dans la course qui oppose les deux super-grands impérialistes, l'URSS se montre en position d'attaquant, avec plusieurs offensives militaires, en Afrique ou en Asie. Par contre, les USA continuent à perdre des plumes, tant en Europe qu'au Moyen Orient. Mais, en même temps qu'elle multiplie les agressions, l'URSS est contrainte de se dévoiler. De plus en plus nombreux sont les pays et les peuples qui, longtemps trompés par les belles paroles, voient la nature véritable de cette superpuissance impérialiste. Le cas de la Roumanie située en plein cœur

de l'Europe de l'Est, membre du Comecon et du Pacte de Varsovie, qui a osé dire non à Moscou, est très significatif dans ce sens.

De même, les nombreux succès remportés par la politique extérieure de la Chine populaire (traité sino-japonais, normalisation des relations avec les USA, succès des tournées de Houa Kouo-feng, Teng Hsiao-ping, Keng Piao etc.) témoignent que se construit peu à peu le mur de l'unité des pays et des peuples contre la politique de guerre. Et quels que soient les assauts de plus en plus furieux de l'hégémonisme, l'avenir reviendra finalement aux pays et peuples qui se dresseront contre lui.

La Chine socialiste remporte des succès



L'une des tâches essentielles du peuple chinois aura été cette année de poursuivre le travail de modernisation de la Chine, pour améliorer le bien-être du peuple et renforcer la capacité de défense militaire du pays. Le socialisme doit prouver sa supériorité, y compris sur les pays capitalistes les plus développés.

URSS : une offensive à double tranchant

CETTE année a permis de mettre au grand jour la crise économique qui s'approfondit en URSS. Une grave chute s'est produite dans l'évolution de la production. Outre la militarisation à outrance de l'économie, les raisons de cette crise résident également dans la résistance des ouvriers. Cette résistance est aujourd'hui le plus souvent passive et se concrétise par un sabotage de la production. Cependant, les luttes ouvertes, les grèves existent de plus en plus. Peu à peu, le souci d'une organisation pour la défense des ouvriers apparaît : au mois de janvier de cette année paraissent les statuts du premier syndicat libre. La plupart des fondateurs ont été soit emprisonnés soit envoyés en hôpital psychiatrique. Depuis, tirant les leçons de cette première tentative, un deuxième syndicat s'est créé dans le but de défendre les ouvriers contre les mauvaises conditions de travail et la répression ; mais il s'est créé, celui-ci, dans la clandestinité.

Sur le plan international, en cette année 1978, l'URSS a multiplié les manœuvres pour conquérir de nouvelles positions dans le monde et tenter de mettre la main sur de nouvelles voies de communication, très importantes pour l'approvisionnement de l'Europe. L'Afrique et l'Asie en particulier ont été le théâtre de ces grandes manœuvres.

L'offensive soviétique est remarquable à deux points de vue par rapport aux années précédentes :

— L'URSS a été directement impliquée ou amenée à soutenir ouvertement des coups d'Etat militaires, reprenant ainsi la digne relève de vingt années de pratique de la CIA. Il est tout à fait révélateur de penser qu'il y a quelques années, dès que se produisait un coup d'Etat militaire dans quelque partie du monde, au Congo, au Cambodge, en Thaïlande ou au Chili, on trouvait inévitablement derrière la main de la CIA. Or, qu'en est-il maintenant ?

Ce sont les Soviétiques qui sont indiscutablement directement impliqués dans les coups d'Etat (réussis) au Yémen et en Afghanistan et dans les tentatives avortées de déstabilisation au Zaïre.

— Le deuxième point est la participation directe de soldats russes dans des guerres hors de leurs frontières. Aujourd'hui, l'armée russe intervient en Erythrie pour écraser le mouvement de libération érythrien, exactement comme les troupes américaines intervinrent au Vietnam ou au Cambodge. Des troupes soviétiques d'origine ouzbek, estimées à plusieurs milliers d'hommes, interviennent également en Afghanistan pour soutenir le nouveau régime putschiste contre une révolte paysanne dans le nord du pays.

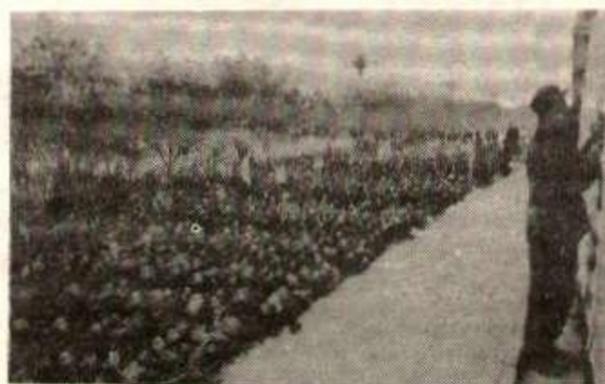
Ce fait marque un nouveau pas dans la politique russe pour l'hégémonie mondiale. De ce point de vue, l'année 1978 marque un tournant important.

L'année écoulée aura également été marquée par la

signature d'une série d'alliances militaires entre Moscou et trois régimes du tiers monde, en guerre tous les trois, et menant tous les trois des guerres d'agression ou des opérations militaires contre leur propre peuple. Il s'agit de l'Ethiopie, de l'Afghanistan et du Vietnam.

Mais en même temps que l'URSS intensifie ses préparatifs de guerre, grandit la conscience des pays et peuples devant ces dangers. Ainsi, la Roumanie a refusé de cautionner le renforcement du Pacte de Varsovie, la Corée et la Yougoslavie ont réaffirmé leur volonté d'indépendance. En Afrique, l'URSS a subi une défaite militaire contre le Zaïre et la Somalie a rompu ses relations avec Moscou. En Asie, les pays de l'ASEAN s'inquiètent du jeu dangereux du Vietnam, poussé par l'URSS. Autant de faits qui se développeront au fur et à mesure que l'URSS intensifiera ses interventions militaires.

Serge FOREST



Développer la démocratie socialiste, critiquer le bureaucratisme, laisser le peuple s'exprimer, dire ce qu'il a sur le cœur, c'est une nécessité pour remporter la victoire dans la modernisation de la Chine. Si le peuple est mécontent, comment prendrait-il des initiatives pour remplir l'objectif fixé ?

USA : plusieurs reculs

Cette année a montré une accentuation du déclin de l'impérialisme américain. Ceci s'est traduit notamment par la chute du dollar et la réaction de l'Europe face à cela. La création de la monnaie européenne, l'ECU, indique clairement que les USA ne font plus la pluie et le beau temps dans un domaine où ils étaient, il y a encore quelque temps, intouchables. Le dollar ne fait plus figure de monnaie stable universelle.

Le déclin de l'impérialisme américain s'est également traduit par une incapacité à faire face aux luttes des peuples du tiers monde. Deux exemples récents peuvent illustrer cela : le Nicaragua tout d'abord. En 1936, les USA installent au pouvoir la famille Somoza qui, alors, prend en main la quasi-totalité des richesses du pays. En compensation, les USA détiennent toutes les facilités

d'agir comme ils l'entendent dans ce pays. En septembre de cette année, éclate une insurrection populaire qui embrase tout le pays. La répression est sanglante. Nul doute qu'un nouveau soulèvement se prépare actuellement, organisé par le Front sandiniste. Les USA ont tenté par tous les moyens de résoudre les problèmes afin d'aboutir à une solution de compromis qui permettrait le maintien, même réduit, de leurs intérêts dans le pays. Jusqu'à présent, leurs tentatives se sont soldées par des échecs consécutifs.

L'impérialisme US n'est plus capable, non plus, de faire face à la situation en Iran. Cela fait déjà un an que des luttes se produisent sporadiquement, ça et là, quand, en septembre, le pays s'est tout à coup arrêté. Depuis, les administrations, les usines sont dans leur grande majorité paraly-

sées. Les manifestations de masse rassemblent de plus en plus de monde pour attendre, le 11 décembre, six millions de manifestants dans tout le pays. Piétiste pour Khomeiny, contre le Shah, les manifestations ont aussi un caractère anti-impérialiste. Face à cette situation, Carter continue à soutenir le Shah en parole, mais tout en étant contraint à rapatrier les milliers d'Américains dans le pays, aggravant ainsi une situation économique déjà au bord du gouffre.

Pour redorer son blason, tant au niveau intérieur qu'international, Carter s'est lancé dans une politique de prestige en lançant Camp David. Ce sommet, qui s'est déroulé en septembre, était l'aboutissement de plusieurs années d'une politique américaine inaugurée au Proche-Orient par Kissinger. Son principe : briser l'unité du monde arabe en faisant si-

gner des accords séparés entre l'Etat sioniste d'une part, l'Egypte et si possible la Jordanie d'autre part.

Pour l'affaire, la Maison Blanche n'avait rien ménagé : participation personnelle de Carter aux quinze journées qu'a duré le sommet, poids de toute la diplomatie américaine sur les autres pays arabes. C'est pourtant un nouvel échec qu'a essuyé Washington. La date fatidique du 17 décembre est passée, sans qu'aucun accord n'ait été signé et sans qu'on voit même comment il pourrait être signé un jour.

De par la valeur de symbole qu'il lui avait lui-même conféré, cet échec est sans doute le plus grave de Carter cette année. Il est en effet symbolique d'une année de défaites et de reculs de l'impérialisme US sur tous les terrains.

Evelyne LE GUEN



Cette année, la politique pacifique de la Chine socialiste a connu de grands succès, qui sont autant d'échecs pour la politique d'hégémonie. Le voyage de Houa Kouo-feng en Europe n'a pas plu à Moscou, pas plus que la signature du traité sino-japonais avec la fameuse clause antihégémonique, pas plus que la normalisation des relations avec les USA. Partout où l'URSS lance ses attaques, en Afrique, en Asie, de nombreux pays, encouragés par le soutien moral et matériel de la Chine, résistent et s'unissent. Roumanie, Yougoslavie, Somalie, Guinée, Corée du Nord, Zaïre, Kampuchea, Japon, pays de l'ASEAN (en Asie du Sud-Est) : la liste serait longue de tous ceux qui, à des degrés divers, ont, cette année, dénoncé le rôle de l'URSS.

A l'usine JB Martin de St-Chamond dans la Loire, les vigiles sont allés se faire soigner



Le maire de Saint-Chamond, ceint de son écharpe « nationale », tente de convaincre les manifestants de garder leur calme. Tout ceci pour éviter que les barbouzes ne prennent la volée. Peine perdue...

Il paraît que Noël est l'occasion d'une « trêve des confiseurs », mais si certains s'appliquent à éviter toute grève, pour ne pas « gêner les usagers », les patrons, les flics, eux, ne se gênent pas pour aggraver les travailleurs.

C'est ce qui s'est produit, il y a maintenant plus de dix jours, à l'usine JB Martin de Saint-Chamond dans la Loire.

Tranquilles comme Basile, les flics mettaient dehors les ouvriers qui occupaient leur entreprise depuis dix-huit mois, contre la fermeture et installaient des vigiles recrutés à Lyon.

Certains de ces messieurs étaient armés (de parabellum). Mal leur en prit de venir « occuper » cette entreprise, car bientôt des milliers de travailleurs de Saint-Chamond, Rived-Gier et St-Etienne, alertés par les sirènes d'usine et le tocsin vinrent leur dire leur avis.

Malgré les flics, malgré le maire de Saint-Chamond qui tenta de « calmer les esprits », les fiers-à-bras du commando patronal ne purent quitter les lieux tranquillement.

Le cordon de flics fut enfoncé et la gueule des vigiles aussi, ils allèrent à l'hôpital pour trois d'entre eux.



Des flics qui n'en mènent pas large et qui prennent des coups pour avoir, comme à leur habitude, protégé les barbouzes du patronat

Voilà bien la seule riposte que ces commandos patronaux soient capables de comprendre. Ils ont reçu une bonne leçon, mais cela a été une leçon aussi pour les travailleurs.

Car quand on sait être offensifs et convainquants, les vigiles et autres fiers-à-bras, il n'y a aucune raison d'en avoir peur.

Si les travailleurs répondent à chaque fois de la même manière, les patrons réfléchiront plutôt deux fois qu'une et s'ils persévèrent, eh bien il faudra leur répéter la leçon aussi souvent qu'ils l'auront oubliée. Voilà tout.

190 licenciements annoncés à Gardella, entreprise de peinture navale du port de Marseille

DANS notre quotidien du 19 décembre 1978, nous avons publié une interview d'un responsable CGT de la réparation navale nous parlant de la situation difficile du port de Marseille. Cette situation ne fait que s'accroître avec l'annonce de 190 licenciements dans l'entreprise Gardella, entreprise de peinture sous-traitante de la SPAT.

Le mercredi 20 décembre 1978, le patron annonce le licenciement collectif, pour conjoncture économique, de 190 travailleurs sur les 204 salariés de l'entreprise (seul le service comptable n'est pas touché).

Ce licenciement est confirmé au CE du 27 décembre. Aux questions écrites, posées par les représentants syndicaux CGT, le patron n'apporte aucune réponse, mieux il a déjà commencé à déménager un atelier : il semble qu'à Gardella, on veuille aller vite pour éviter toute résistance des travailleurs.

Jeudi 28 décembre, la première assemblée générale des travailleurs a eu lieu. La situation est dure d'autant que les travailleurs de Gardella sont en chômage technique depuis août 1978 et il n'a pas été facile de contacter tout le monde. Pourtant, la salle du réfectoire est pleine.

Les délégués font le bilan de leurs discussions avec le patron et appellent à rester mobilisés pour la suite. Le secrétaire général de la CGT réparation navale est là pour appeler à l'unité et inscrire la lutte à Gardella dans l'ensemble de l'action sur le port de Marseille pour la sauvegarde de l'emploi.

Dans la salle, un travailleur émet des doutes sur l'utilité de la lutte : il se fait huer et d'autres travailleurs appellent à ne pas baisser les bras.

Aucune proposition d'action n'est faite : les délégués appellent cependant à rester mobilisés. Tout le monde attend le CE du mercredi 3 janvier qui sera suivi le vendredi 5 d'une assemblée générale où des modalités d'action seront prises pour entamer la lutte.

Nous avons, quant à nous, proposé notre soutien dans les actions qu'entreprennent les travailleurs. La cellule Pottier des quartiers nord apporte sa solidarité aux travailleurs licenciés sur la base du refus des licenciements.

Correspondant Marseille

Soutien à la lutte du peuple corse

La répression la plus barbare continue à s'exercer à l'encontre du peuple corse. De nombreuses arrestations ont déjà eu lieu depuis de nombreuses années à l'encontre de patriotes, mais cela n'a pas suffi à désarmer la lutte du peuple corse.

Alors le gouvernement de l'Etat oppresseur continue de plus belle.

C'est ce que dénonce d'ailleurs un communiqué du comité de région du Parti communiste marxiste-léniniste reçu de Marseille et daté du 15 décembre.

Nous en publions quelques extraits :

« S'appuyant sur une véritable provocation digne des barbouzes (l'attentat du 8 décembre 1978 contre un inspecteur de la police), le pouvoir aggrave encore la répression et lance une campagne contre les idées nationalistes. Mais les mesures de Barre comme les activités policières n'ont pas empêché des milliers de Corses de crier leur volonté de vivre en Corse, d'y travailler, d'y décider de leur avenir.

Avec eux, avec les travailleurs de France, avec le collectif de Corte, nous exigeons la libération des jeunes corses qui sont avant tout coupables de ne pas admettre que leur pays, l'île de Corse, ne soit qu'une terre de misère et d'intolérance ».

Foyer ADEF de St-Gratien

Jeudi 21 décembre 1978, une manifestation de tout le foyer (en grève depuis juillet 1978) a eu lieu pour accompagner les résidents jugés au tribunal de Montmorency.

Dans le cortège on a remarqué la présence de membres du Parti socialiste du conseil municipal de Saint-Gratien et d'une délégation de la section CFDT de la SNECMA-aviation.

Une quarantaine de résidents du foyer ADEF travaillent dans cette entreprise.

Le jugement a été renvoyé au 6 janvier 1979.

Dans notre prochaine édition, nous publierons en pages centrales format affiche une déclaration du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste concernant la lutte pour l'emploi.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM
 PRÉNOM
 Lieu de travail
 Adresse
 Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
 Rédacteur en chef : Jean Quercy
 Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
 L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP : 30 226 72 D La Source Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
 Commission paritaire No 57 952
 Distribution NMPP
 Imprimerie La Nouvelle
 Dépot légal 4e trimestre 1978

Abonnez-vous à l'Humanité rouge Quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
 BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
 Paiement par chèque ou mandat
 CCP 30 22672 D LA SOURCE

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	3 90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
 Prénom
 Rue
 Commune
 Code postal

Après l'échec de la gauche

Choisir la lutte

(Suite de la page 5)

Bien que très peu de militants du PCF aillent aussi loin, ce témoignage illustre qu'il y a du nouveau dans le vieux parti, qu'à l'avenir, d'autres militants iront plus loin qu'ils ne vont aujourd'hui. Mais dès aujourd'hui, le pompe est amorcée.

Laissons encore la parole à l'ouvrier que nous venons de citer : « ...dans l'immédiat, écrit-il, les travailleurs conscients, contre la ligne des négociations-bidons, doivent dans leurs usines, dans leurs syndicats, faire prévaloir la voie de la lutte ».

C'est là en effet la seule façon de faire échec aux plans d'austérité des capitalistes. Choisir la lutte, c'est déjà aller dans le sens d'une politique révolutionnaire conforme aux intérêts de la classe ouvrière. C'est un premier pas dans le refus de la politique des dirigeants des partis de gauche qui utilisent notre mécontentement dans le seul but d'avoir quelques voix supplémentaires aux élections.

Henri MAZERAU.

Tchécoslovaquie

Un peuple baillonné

QUI n'a pas entendu parler des scandaleuses « interdictions professionnelles » en Allemagne de l'Ouest, où des centaines de gens sont privées de leur emploi, parce qu'ils ont des opinions différentes de celles du pouvoir ? Mais sait-on aussi qu'en Tchécoslovaquie, il y a les mêmes interdictions professionnelles qui frappent... non pas des centaines, mais des dizaines de milliers de gens ? Un exemple : celui du chercheur Tomas Ruzicka. Il a suffi qu'il signe la Charte 77 pour qu'il soit licencié de son institut de physique et qu'il se voit refuser un emploi de programmeur dans vingt autres établissements, alors qu'il y avait des postes libres. Et cela a suffi aussi pour que les quinze autres établissements rejettent sa demande d'un emploi manuel.

Un simple exemple parmi tant d'autres, mais bien significatif de tout un système politique instauré il y a dix ans et maintenu à la force des chars soviétiques.

« J'avais l'intention d'aller à un enterrement », raconte l'écrivain Ludvík Valucik, « mais j'ai été convoqué à la même heure par les autorités. Quel Hasard ! me dis-je. J'envoyai aux autorités une lettre d'excuses en indiquant qu'il y avait l'enterrement, et en outre, je décidai de ruser un peu. L'enterrement devait avoir lieu à dix heures, mais je voulais partir de chez moi à une heure extraordinaire-matinal : dès six heures du matin. Mais les autorités m'ont eu par une ruse encore plus grande. Quand je sortis de chez moi à cette heure si matinal, une voiture m'attendait... Dans le bâtiment (de la police) deux hommes m'emmenèrent dans une pièce au rez-de-chaussée. Deux hommes m'accueillirent... Le plus âgé dit : « Nous

vous avons fait venir à cause de cet enterrement. Nous ne vous voulons pas de mal, nous ne voulons même pas parler de la Charte, nous n'avons pas besoin de parler du tout, si vous préférez. Vous pouvez lire, si vous avez de la lecture sur vous, sinon nous vous en prêterons. Vous pouvez aussi dormir. Après l'enterrement, nous vous laisserons rentrer chez vous. Voilà ».

C'est ainsi que la police empêcha Ludvík Valucik (et bien d'autres) d'aller à l'enterrement du porte-parole de la Charte 77, Jan Patočka, mort le 13 mars 1977 des suites de longs interrogatoires par la police.

Et, pendant toute la cérémonie funèbre, à laquelle on le comprend, peu de gens — qui furent tous contrôlés — purent et osèrent aller, des hélicoptères

survolèrent le cimetière à basse altitude et leur vrombissement infernal, augmenté des pétarades de puissantes motos, accompagna le porte-parole jusqu'à son cercueil...

Cela se passait en Tchécoslovaquie en 1977. Dans ce pays où des travailleurs sont condamnés à 20 mois de prison parce qu'en affichant leur bulletin de salaire dans leur bureau, ils infirment la propagande officielle sur l'élévation du niveau de vie. C'est ce qui est arrivé à Gustav Vlasaty en mars 1978.

Ce pays, où ceux qui font des critiques sont systématiquement chassés de leurs emplois, tandis que leurs enfants se voient interdire l'accès à l'université. Ce pays où, en août dernier, dans les administrations et leurs bureaux, toutes les machines à écrire étaient soigneusement con-



trôlées et mises sous clef le soir... afin que les employés ne tapent pas de texte « subversif ». Ce pays dirigé par un homme qui, en août 1968, déclarait que jamais il ne s'écarterait de Dubcek et qui condamnait vigoureusement l'agression soviétique, avant de l'approuver servilement, et intégralement, un an après... et de lancer dans tout le pays une purge des plus sordides : 500 000 membres du parti exclus (un tiers des effectifs !), 11 000 officiers de l'armée tchécoslovaque destitués, tout le personnel dirigeant de l'Académie des sciences, des centaines et des milliers de responsables syndicaux également destitués...

Depuis dix ans, la Tchécoslovaquie est un pays occupé par l'armée soviétique qui y impose sa volonté, sa loi et son pillage. Et la condition de cet asservissement, c'est le baillonnement, le musèlement de tout un peuple, l'étouffement de toute voix critique. C'est bien ainsi, d'ailleurs, que Brejnev avait « justifié » l'agression du 21 août 1968 vis-à-vis des dirigeants légitimes tchécoslovaques kidnappés sur son ordre. Comme le rapporte l'un d'entre eux, Zdenek Mlynar : « Les dirigeants du Kremlin étaient parvenus à la conclusion qu'un régime démocratique en Tchécoslovaquie ne pouvait en fin de compte pas être dominé de façon sûre par Moscou, et qu'il pourrait prendre une voie jugée indésirable par Moscou. Ceci, Brejnev le dit sans détour... ».

D'où l'agression et l'occupation « provisoire », mais qui se prolonge indéfiniment, les diktats permanents du Kremlin.

Les humoristes de Prague font remarquer que la Tchécoslovaquie est le pays le plus neutre du monde : elle ne peut même pas s'occuper de ses affaires intérieures...

Ce que le peuple pense de l'occupant, il l'a exprimé, avec force, au moment de l'agression, par toute sa résistance désarmée mais unanime et puissante qui a empêché le Kremlin de remplacer tout de suite Dubcek par un kollabo servile. Il l'a aussi montré tout au long de l'année 1969, dans les rues, dans les entreprises, etc. Et il le montre toujours maintenant par son refus silencieux de collaborer. Zdenek Mlynar présente ainsi les suites de l'intervention du 21 août 1968 : « Le peuple s'est installé dans une hibernation prolongée. Les gens vivent leur existence privée et n'attendent rien de la politique en général. En apparence, ils sont à 99,9 % loyaux envers le régime, et ils expriment les opinions que les autorités imposent — mais chacun garde ses idées propres... Personne n'attend plus rien des dirigeants et de leurs protecteurs russes — si ce n'est une nouvelle bassesse. Avec la défaite du communisme de réformes, le Kremlin a aussi réussi à éliminer toute illusion qui lui était liée ».

Mais si la majorité se tait, en raison de la répression, la voix de l'opposition à l'occupant ne s'est jamais tue. Et elle est devenue plus puissante avec la création, le 1er janvier 1977, de la Charte 77. Demain : il y a deux ans était publiée la « Charte 77 ».

Jean SCHUBERT



Août 1978. Prague. Vue sur le pont Saint-Charles (Photo HR).

Impressions

Dans un faubourg ouvrier de Prague

Zizkov, un faubourg ouvrier de Prague. J'entre dans un bistrot. Il est presque plein : après le boulot, les travailleurs viennent boire ici quelques demis. Je m'assieds à côté de Tchèques déjà attablés, et bientôt, la conversation s'engage, malgré les difficultés de la langue : ils ne parlent que le tchèque — et moi, guère.

L'un d'eux me fait comprendre qu'à l'école, il a appris le russe. « C'est obligatoire ? », lui demandai-je avec l'aide d'un dictionnaire. « Oui... nous sommes un pays occupé... » — Tout le monde doit apprendre le russe en Tchécoslovaquie, mais personne ne veut le parler et l'oublie vite.

Mon interlocuteur, ouvrier dans une grande usine de Prague, a été déjà plusieurs fois fiché par la police. Il ne croit pas qu'une opposition ouverte et massive soit possible aujourd'hui, tellement la répression est forte. Mais il est parfaitement au courant de la Charte 77. Il me cite les noms de Jiri Hajek, l'ancien ministre des Affaires étrangères sous Dubcek, de Frantisek Kriegel, le seul dirigeant qui avait refusé de signer le diktat soviétique en août 1968. Il cite aussi Jiri Pelikan, le leader de l'opposition socialiste exilé à Rome.

Il ne se résigne pas : « Notre attitude, c'est celle de Cheik. Nous sommes tous des Cheik ! » me dit-il en me montrant sa bière. Et son collègue sort de son porte-feuille un dessous de bière qui représente ce héros national tchèque : pendant la Première Guerre mondiale, alors que la Bohême était occupée par l'Autriche, Cheik affectait avec une bonhomie qui le faisait passer pour idiot, des positions ultra en faveur de l'Autriche, et ridiculisait ainsi la domination étrangère.

Dans cette attitude, il n'y a nul pessimisme. On boit sa bière, ses bières, on essaie de survivre, on attend, on ne dit rien, on n'écoute pas la propagande de l'occupant ou de ses kollabos, on ne lit pas leur presse : nulle part, dans les cafés, dans les tramways ou dans le métro, on ne voit de gens lire le journal et les marchands de journaux, au coin des rues, ont l'air de s'ennuyer profondément.

Et cette passivité méprisante, c'est le refus d'accepter l'occupation, le refus d'oublier — et l'espérance de jours meilleurs.

... Je dis à mon interlocuteur tchèque que je veux encore aller au cimetière Oslany où avait été enterré Jan Palach, l'étudiant qui, en janvier 1969, s'était immolé par le feu sur la place Ven-

ceslas pour protester contre l'occupation. Aussitôt, il m'indique l'endroit précis sur un plan. Nous nous quittons en serrant les poings.

J'étais déjà allé au cimetière Oslany il y a quelques années. La tombe de Jan Palach était encore un lieu de pèlerinage pour des milliers de Pragois et de Tchécoslovaques. Elle était couverte de fleurs comme aucune autre dans le cimetière. De vieilles femmes venaient y déposer des bougies.

Maintenant, il n'y a plus de tombe de Jan Palach. En 1973, les autorités l'ont fait enlever, de nuit, et remplacer par la tombe d'une inconnue. Odieuse profanation, qui trahit bien la peur que les autorités ont du peuple mais qui n'a pas éteint le souvenir de l'étudiant martyr dans le cœur des gens.

Dans le cimetière presque désert, un vieil homme tchèque est passé dans l'allée ombragée où reposait Jan Palach. Il marchait lentement et s'est arrêté à l'endroit précis, devant la pierre de granit au nom inconnu. Il s'y est recueilli un moment, puis a repris son chemin, lentement, la tête baissée.